



Quel projet pour Enedis ? Acte I



01/09/2020

Mimosa, un bouquet empoisonné qui n'a rien à faire à Enedis !

Le Groupe EDF, touché par la crise sanitaire, prépare depuis l'été un plan d'économies baptisé Mimosa. « EDF envisage des cessions d'actifs, un gel des embauches et des investissements et des réductions budgétaires », écrivait le journal *Le Monde*.

Loin d'être le symbole de sécurité et d'amour inconditionnel dans le langage des fleurs, Mimosa a exhalé un parfum nauséabond pour l'ensemble des salariés.

De la rumeur à la réalité, un plan de com' bien rôdé !

Un nom de code absurde, des « infos » lâchées aux organisations syndicales fin juin 2020 et un article catastrophiste dans *Le Monde* : Mimosa a donné des sueurs froides à l'ensemble des salariés. Il était alors question de **2 à 3 milliards de pertes causées par la crise sanitaire** et les effets d'un confinement généralisé décidé par le Gouvernement, justifiant des économies drastiques pour l'ensemble du Groupe EDF.

Le quotidien, dans son édition datée du 6 juillet 2020 précisait même : « [...] d'autres évoquent la cession de parts du distributeur Enedis (ex-ERDF) à la Caisse des Dépôts ».



Après un tel effet d'annonce dramatique, le PDG d'EDF a « rassuré » tout le monde le 30 juillet 2020 quand il a annoncé un **plan de réduction des coûts de 500 M€ entre 2019 et 2022**, une stabilisation des investissements à 15 Md€ par an en moyenne, et des cessions pour 3 Md€.

Faut-il pour autant s'en réjouir ? Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, bien évidemment NON !

Les résultats d'EDF démentent l'intérêt de Mimosa alors même que Mimosa ne règle rien...

Les documents diffusés lors de la publication des résultats semestriels d'EDF montrent que le Groupe a, avec le confinement, subi un choc. Mais **les véritables dégâts ne portent pas sur les résultats opérationnels**, l'EBITDA ne présentant que des baisses contenues.

Mimosa semble donc servir d'autres intérêts :

- soit pour contrebalancer une structure financière toujours aussi dégradée,
- soit pour rassurer des marchés financiers ou les actionnaires inquiets par la hausse de l'endettement,
- soit pour mieux préparer la vente à la découpe du Groupe, dans le cadre du projet « Hercule ».

Pire, **ce plan d'économies ne règle en rien les problèmes de structure financière de l'entreprise**, de faiblesse de ses fonds propres face au mur d'investissements à venir ou d'absurdité du modèle de régulation économique du nucléaire (ARéNH). Puisqu'il ne règle pas les problèmes financiers de fond d'EDF, il ne sert pas à grand-chose. **Sauf à faire porter sur les salariés du Groupe le poids des problèmes dont l'Etat est le premier responsable.**

Ce plan n'a donc absolument AUCUNE justification industrielle ni même économique. Mimosa, c'est le bouquet !!





Quel projet pour Enedis ? Acte I (suite)



01/09/2020

Et chez Enedis ?

Mimosa n'a surtout rien à faire chez Enedis !

Bien évidemment, EDF compte bien mettre à contribution toutes ses entités et filiales.

A Enedis, le mot d'ordre semble être : « on ne parle plus d'être cédé, soyons de bons élèves qui courbent l'échine et payons pour rester dans le Groupe ».



Et pourtant le 30 juillet 2020, devant un parterre d'analystes financiers, le Directeur Financier d'EDF n'a pas hésité à déclarer concernant Enedis :

« L'impact de la COVID a été estimé à -212 M€. Ceci est principalement lié à des volumes distribués plus faibles et à une baisse des raccordements. Ceci sera toutefois compensé dans les années à venir par le mécanisme de rattrapage régulateur. »

La crise sanitaire a « bon dos » pour lancer un nouveau plan de perte des savoir-faire d'Enedis au risque de faire échouer la transition énergétique bas carbone du Gouvernement.

L'Alliance CFE UNSA Énergies dénonce cette diète permanente.

Les salariés refusent un nouveau plan d'économies aussi inutile que dangereux pour l'avenir d'Enedis.

Ceci veut donc dire que le manque à gagner COVID d'Enedis d'un montant de 212 M€ sera mécaniquement compensé par une augmentation du TURPE. C'est le **principe même de la régulation**, l'activité régulée d'Enedis est couverte de ses surcoûts par le mécanisme dit CRCP (Compte de Régulation des Charges et Produits) qui permet d'amortir ce manque à gagner.

Pas besoin donc de Mimosa à Enedis, puisque l'actionnaire EDF ne perdra pas un seul centime !

Outre les coûts d'exploitation, Mimosa prévoit aussi de **limiter les investissements**. Au premier semestre 2020, Enedis a pourtant investi 1,6 Md€, y compris Linky, soit 3,2 Md€ en moyenne annuelle.

Mimosa fera-t-il mentir la Présidente du Directoire d'Enedis, qui a affiché sa volonté d'investir 69 Md€ sur 15 ans, soit en moyenne 4,6 Md€ par an ?

Surtout, l'application aveugle de Mimosa chez Enedis reviendrait à afficher qu'Enedis reste plus que jamais « **la vache à lait** » d'EDF, avec pour unique projet managérial de **réduire les coûts, au risque de reléguer l'adaptation des réseaux électriques à la transition énergétique au second plan**. Ce serait ainsi « déterrer la hache de guerre » avec les collectivités locales, propriétaires des réseaux, alors que les résultats aux dernières élections municipales devraient plutôt conduire à la prudence et au dialogue.